

Libre circulation : dernière ligne droite

La croissance est à l'Est

Jour J6. Tout ou presque aura été dit sur le 25 septembre. Issus de 10 ans de difficiles négociations, les accords bilatéraux représentent un ensemble très avantageux pour notre pays. Pour qui veut poursuivre sur la voie de la prospérité, l'heure est venue de confirmer ces acquis, en empruntant la voie bilatérale, taillée sur mesure pour la Suisse. Le développement économique fulgurant des dix nouveaux membres de l'Union européenne est un heureux présage, dont nous profitons pleinement.

300'000 emplois en Suisse romande !

Croire à l'avenir de la Suisse, sans se focaliser sur les frontaliers qui participent à notre développement économique, mais sans oublier nos concitoyens travaillant dans l'Union européenne, c'est dire OUI le 25 septembre. Dire NON ce serait remettre en question l'ensemble des avantages glanés un à un pendant une décennie, et surtout nous brouiller avec notre meilleur client. N'oublions pas qu'un emploi sur trois – soit 300'000 emplois en Suisse romande - dépend de nos relations avec l'Europe.

Bon pour l'ensemble de l'économie

L'assurance tous risques n'existe pas. Si depuis un demi-siècle les entreprises helvétiques avaient agi dans la peur, ce pays serait encore le pays pauvre, incapable de nourrir ses enfants. L'étroite dépendance de nos exportations ne saurait être passée sous silence, comme si des accords internationaux n'étaient destinés qu'aux banquiers et aux multinationales. La question est plus complexe. Par exemple, à Bâle ou à Monthey, la chimie prospère grâce à l'exportation. Mais elle fait surtout vivre des milliers de petits artisans, des PME bien ancrées dans l'économie locale, des restaurateurs, des sous-traitants. J'ose croire à la raison face aux mensonges de ceux qui, du corps humain, n'apprivoisent que le bas-ventre. Les accords bilatéraux nous sont très favorables. Des syndicats aux patrons, tous roulent pour la libre circulation. Tous, hormis quelques personnages politiques isolés plus soucieux de leurs intérêts personnels que de ceux de la République, communistes nostalgiques ou simples xénophobes. Ils n'auront pas le dernier mot. Il reste 6 jours pour convaincre.

Christophe Darbellay, conseiller national